



Différents rayons de la bibliothèque municipale de Differdange



Une loi disproportionnée

III France Clarinval

Sur les vingt bibliothèques publiques que compte le pays, seules douze ont obtenu l'agrément du ministère, six associatives et six communales. (L'édition 2025 du *Guide des bibliothèques luxembourgeoises* publié par l'Albad, Association luxembourgeoise des bibliothécaires, archivistes et documentalistes, recense en outre la Bibliothèque nationale, trois de l'enseignement supérieur, 52 de l'enseignement secondaire, 61 spécialisées et une mobile, soit environ 150 bibliothèques.) La région de l'Ouest du pays est particulièrement déserte en la matière. La loi de 2010 aurait dû donner un coup d'accélérateur à la professionnalisation des bibliothèques, mais depuis plus de dix ans, le paysage n'a pas vraiment évolué. En cause : un cadre trop rigide, l'absence d'indexation des aides, la lenteur de l'adaptation aux réalités sociétales du pays. « La loi s'immisçait de manière scandaleuse dans le fonctionnement et les collections des bibliothèques. C'est la loi la plus autoritaire de l'UE », s'empare Jean-Marie Reding, Président de la FëBLux (Fir ëffentlech Bibliothéiken, Lëtzebuerg) et Vice-président de l'Albad).

Entre l'Ourdall Bibliothéik de Vianden, avec à peine 4 000 « documents imprimés » (le terme officiel, plus large que « livres ») et la City Bibliothèque dans la capitale, 85 000 documents imprimés et 21 000 médias audiovisuels, le profil des bibliothèques publiques est plus que varié. Cela se reflète dans les moyens dont elles disposent, les aides du ministère de la Culture par exemple. Alors que les grands établissements reçoivent jusqu'à 65 000 euros, l'association qui gère le lieu au centre de Vianden a perçu à peine 8 625 euros en 2024. C'était avant son déménagement et sa réorganisation. Sa petite taille ne l'empêche pas de bénéficier de l'agrément du ministère de la Culture, ce que le ministre Eric Thill (DP) a rappelé lors de l'inauguration du nouvel espace en avril dernier, manifestant son soutien à un service « indispensable ».

« Ce projet de loi, c'est un canon pour tirer sur des moineaux. »

Jean-Marie Reding (FëBLux, Albad)

Ce vendredi, le ministre devrait tenir un discours similaire pour célébrer les 25 ans de la bibliothèque Tony Bourg à Troisvierges. Dépendant d'abord de l'asbl De Cliärrwer Kanton lors de sa création en 2000, elle est devenue communale en 2022, même si ses locaux appartenaient déjà à la commune. Installée dans la maison natale de Nicolas Adames, qui fut le premier évêque de Luxembourg, elle compte plus de 14 000 imprimés. « Ce qui est le plus demandé, ce sont les livres pour enfants, les policiers et les ouvrages pratiques, sur le jardinage ou la santé », détaille Agnès Voermans, la responsable. Elle se montre à l'écoute des lecteurs (près de 400 inscrits, une soixantaine de nouveau cette année) pour compléter la collection : « Il y a une nouvelle demande de romans en anglais et de livres pour enfants en portugais, on va développer ces aspects. » Elle passe directement les commandes à la librairie du centre commercial de Wempehard qui envoie les factures à la commune. L'administration « me prévient quand on arrive au bout du budget », budget dont elle avoue ne pas connaître le montant. En 2024, la subvention étatique s'élevait à 33 875 euros.

La bibliothèque Tony Bourg est actuellement la seule bibliothèque associative qui a été « muni-

cipalisée », un élan que le ministère veut encourager à travers un projet de loi actuellement discuté en commission parlementaire. Une aide de 100 000 euros est promise pour la création d'une nouvelle bibliothèque communale, intercommunale ou la reprise d'une structure associative. Un petit coup de boost dans la sacro-sainte autonomie communale. Les associations se demandent si cette incitation sera suffisante. « Le montant peut être considéré comme ridicule, quand on sait que la création d'une bibliothèque communale aux Pays-Bas peut donner droit à un subside de 400 000 euros », martèle la FëBLux dans son avis. Remarque que reprend aussi le Syvicol : « Il sera difficile d'inciter les autorités communales à créer, municipaliser ou développer des bibliothèques publiques communales si les coûts y afférents ne sont subventionnés par l'État que dans une faible envergure. »

Avec une collection de 23 000 livres, la Ettelbrécker Bibliothéik, gérée par une asbl qui emploie deux personnes, serait parfaitement dans le cœur de cible. Elle touche actuellement la subvention annuelle maximale de 65 000 euros de la part de l'État et la commune met le local à disposition, s'occupe de son entretien. « Elle nous a fourni des ordinateurs et un photocopieur », ajoute Carmen Rospek qui y travaille à mi-temps. Le grand projet de déménagement dans l'ancien Cactus occupe les esprits, « mais ça prendra encore plusieurs années ». Quant à la nouvelle loi et les nouvelles aides que pourrait recevoir la bibliothèque, la responsable « ne sait pas trop ». Elle craint que les « règles soient trop strictes, notamment sur les langues ».

Les critères d'attribution des aides sont en effet précis, mais les auteurs de la loi les estiment souples : « Les critères relatifs aux heures d'ouverture, la composition des collections et à l'adhésion au réseau national des bibliothèques seront assouplis, afin de permettre une gestion

plus libre et adaptée aux besoins locaux. » Sont cependant demandés : Une collection de 10 000 ouvrages (5 000 pour une nouvelle structure), douze heures d'ouverture hebdomadaire, des titres diversifiés et inventoriés, au moins dans les trois langues nationales, être membre du réseau national des bibliothèques luxembourgeoises, un personnel formé et/ou expérimenté ou encore l'accès gratuit à internet. « C'est un canon pour tirer sur des moineaux », fustige Jean-Marie Reding. Il estime que l'obligation de participer au catalogue collectif national, celle d'employer du personnel qualifié ou d'imposer des heures d'ouverture sont trop lourdes et trop contraignantes pour les (toutes) petites structures. Pour le spécialiste, comme pour plusieurs responsables associatifs, le texte ne correspond pas au paysage bibliothécaire luxembourgeois composé essentiellement de petites structures internationalement nommées « *small and rural libraries* ». Les critères semblent disproportionnés en regard de leurs moyens humains et financiers.

Un changement dans le mode de calcul des aides financières devrait cependant mieux cibler les petites structures, avec un échelonnement des subsides en fonction de la taille et des spécificités de chaque bibliothèque.

Les grandes bibliothèques, qui affichent un budget global de plus de 500 000 euros, verront leur aide limitée à 45 000 euros, tandis que les petites, sous cette limite, recevront jusqu'à 70 000 euros. Le budget 2026 du ministère de la Culture reflète ces augmentations : Les participations de l'État aux frais de fonctionnement des bibliothèques gérées par les communes et par les associations se trouvent doublés, passant de 680 000 euros à 1,35 million. Les bibliothèques spécialisées qui répondent aux critères d'ouverture au public sont également éligibles à ces aides. « Elles sont très peu nom-

